



Nous soutenons la jeunesse mobilisée pour son avenir

Depuis le début de l'année scolaire, les difficultés rencontrées par les lycéens et les lycéennes ne cessent de s'accroître. Alors que la crise sanitaire accroît les inégalités sociales, le choix a été fait de **supprimer 1 800 postes de professeurs dans l'enseignement secondaire public**. Il est inacceptable que des économies soient faites au détriment de la qualité des enseignements. **Par la casse du service public d'éducation, c'est une génération entière qu'on prive de droit à l'avenir.**

Plutôt que de recruter des enseignants en nombre suffisant comme le demandent nos organisations, le ministre a mis en place un protocole sanitaire insuffisant, qui ne répond aucunement à nos attentes envers l'éducation nationale. De surcroît, le refus du ministre de l'éducation d'alléger les programmes scolaires empêche les professeurs de revenir avec les élèves sur les notions vues à la maison par manque de temps, ce qui augmente le décrochage scolaire. En outre, **les personnels (AED, CPE, PsyEN...) supplémentaires nécessaires pour faire face aux effets multiples de la crise n'ont pas été donnés aux établissements**

La mise en place du contrôle continu qui enlève au baccalauréat sa valeur nationale accroît les inégalités et soumet les élèves à une pression évaluative constante pénalise tous les élèves, notamment les plus en difficulté. De nombreux lycéens sont la moitié du temps en distanciel, d'autres non. Il est urgent de revenir sur la réforme et rétablir le cadre national des enseignements, un baccalauréat avec des épreuves nationales et terminales.

De nombreuses interrogations persistent à ce jour. En fin d'année doit se dérouler, pour les élèves de terminale, un "grand oral". Épreuve annoncée par le ministre depuis plusieurs années, nous n'en avons pas les modalités exactes alors que cette dernière doit se tenir dans quelques semaines. Le manque d'information couplé avec l'absence d'heure prévue pour préparer cette épreuve ne peut qu'attiser nos craintes. Cette épreuve doit être neutralisée.

A cette peur de l'échec scolaire s'ajoute une peur de l'avenir : les constats faits par les personnels accompagnant les lycéens et lycéennes dans les vœux de la procédure Parcoursup sont ceux d'un grand désarroi et d'une forte inquiétude. Alors que ces jeunes auront connu une scolarité perturbée, que alors que de plus en plus d'étudiant.e.s risquent de décrocher ou pensent à redoubler leur année universitaire abandonnent les bancs

déserts des Universités. **Les facs non plus ne disposent pas de davantage de moyens pour accueillir tous les élèves.** La sélection à l'entrée de la fac' s'annonce dès lors encore plus rude qu'auparavant. Il faut que l'enseignement supérieur soit accessible à tou.te.s. C'est pourquoi il est urgent que les établissements de l'enseignement supérieur réouvrent et que la ministre assure à tous un droit à la sécurité sanitaire, afin de permettre aux étudiants de recouvrer leur droit d'étudier dans de bonnes conditions, de vivre dignement, de se loger, de se nourrir, mais aussi de se retrouver dans une vie sociale.

Les enjeux liés à l'emploi sont eux-aussi centraux concernant les difficultés que rencontrent les élèves. **La crise du covid réduit fortement les possibilités de trouver un stage en entreprise.** Par conséquent, beaucoup d'élèves se retrouvent sur le carreau, sans aucun moyen de travailler. Pourtant, cela est essentiel aux élèves de la voie professionnelle pour valider leur année scolaire. Il faut garantir à tous ces élèves des conditions de travail décentes et la garantie de ne pas être pénalisé en cas d'absence d'opportunité de stage.

Il est urgent que l'éducation soit véritablement une priorité nationale et que cela trouve une traduction concrète. En refusant d'augmenter significativement le salaire des fonctionnaires de l'éducation nationale ou en ne proposant pas aux jeunes les mesures suffisantes pour vivre dignement, le gouvernement refuse de prendre ses responsabilités. Il faut que des mesures soient prises non seulement pour lutter contre la dégradation de nos conditions d'étude, de travail et de vie, mais aussi qu'un investissement massif dans les services publics d'enseignement et de santé soit opéré pour ne pas revenir dans la situation antérieure à la crise.

Nous, organisations représentatives des personnels de l'éducation, sommes aux côtés et investies pleinement par les préoccupations de la jeunesse. Nous soutenons leur appel à manifester le 16 Mars.

à Paris, le 13 mars 2021